

aurait été pris pour utiliser une piste d'atterrissage, nous serons heureux de fournir des appareils supplémentaires. (*Applaudissements*)

M. Brewin: Étant donné la situation actuelle au Biafra, ne pourrait-on pas, au nom d'intérêts humanitaires, se passer du consentement du gouvernement nigérian pour l'envoi d'avions dans cette partie du pays?

L'hon. M. Sharp: Le député m'a probablement mal compris. L'opposition vient des autorités biafraises et non du gouvernement nigérian.

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Le ministre peut-il nous dire si des envois canadiens—des envois de secours—ont déjà atteint le Biafra et, si oui, quel en est le volume?

L'hon. M. Sharp: Nos approvisionnements ont d'abord atteint Lagos; la Croix-Rouge internationale les a transportés dans les territoires nigériens qui lui sont accessibles. Cet organisme en fait bon usage. Je puis assurer au député que l'aide est distribuée dans cette région du pays. Je regrette vivement, comme nous tous j'en suis sûr, que ces envois n'aient pas encore atteint le Biafra. Mais ce n'est pas un seul camp qui en mérite le blâme.

M. Nesbitt: En quoi consistent ces approvisionnements? Le ministre pourrait-il nous le dire?

[*Français*]

[*Plus tard*]

M. Bernard Dumont (Frontenac): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au très honorable premier ministre.

Pourrait-il dire si le gouvernement a l'intention d'intervenir auprès de l'Angleterre—qu'il connaît bien—pour empêcher celle-ci d'expédier des armes aux troupes fédérales du Nigéria qui défendent actuellement les puits de pétrole de la Compagnie Shell?

Le très hon. P.-E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je voulais tout simplement indiquer que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures avait déjà répondu à cette question et qu'il pourrait peut-être ajouter quelque chose.

M. Dumont: Monsieur l'Orateur, la compagnie Shell a-t-elle fourni des fonds à la caisse électorale du parti?

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

QUESTION RELATIVE À LA VISITE D'UN FONCTIONNAIRE FRANÇAIS AU MANITOBA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Le premier ministre a récemment accusé assez fortement un M. Rossillon, de France, de certains agissements au Manitoba. Peut-il nous dire si le gouvernement a protesté officiellement auprès du gouvernement de la France, au sujet de la visite de M. Rossillon au Canada?

Le très hon. P.-E. Trudeau (premier ministre): Oui, monsieur l'Orateur, il y a eu une rencontre entre des fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures et l'ambassadeur de France au Canada, et la politique canadienne est celle que j'ai exposée lors d'une conférence de presse, il y a quelques jours. Il existe un accord culturel entre la France et le Canada, et nous nous sommes réjouis du fait que la France veuille aider à l'épanouissement des Canadiens de langue française. Nous souhaitons qu'elle le fasse au moyen d'accords culturels, et c'est ce que nous avons fait savoir aux autorités françaises.

[*Traduction*]

QUESTIONS OUVRIÈRES

LES MESURES POUR PARER AU CHÔMAGE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre. Étant donné que le discours du trône ne fait pas mention du chômage et que le programme des travaux d'hiver municipaux a été annulé, le premier ministre peut-il expliquer à la Chambre ce que le gouvernement compte faire pour parer à l'aggravation prévue pour l'hiver d'un chômage déjà très élevé?

Le très hon. P.-E. Trudeau (premier ministre): Oui monsieur l'Orateur. Le discours du trône contient de nombreux passages sur des attaques concertées contre la pauvreté. Il faudra notamment assurer une productivité accrue et, comme le député le sait, des programmes de lutte contre les problèmes du chômage sont déjà appliqués, sous la direction de notre ministère de la Main-d'œuvre. Le gouvernement vise essentiellement à éliminer des programmes onéreux pour la population, et moins productifs que ceux qui les remplacent déjà ou les remplaceront à l'avenir.